

# débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 193 17 avril 2008

Contact-abonnement-désabonnement : [debatmilitant@lcr-debatmilitant.org](mailto:debatmilitant@lcr-debatmilitant.org) | Site : [www.lcr-debatmilitant.org](http://www.lcr-debatmilitant.org)

**Comité de coordination** : Charles Boulay, Jean François Cabral,  
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

[Accès au site Débat militant](#)

## Cuba, passation des pouvoirs et marché capitaliste, actualité et leçons de la révolution

Fidel Castro malade n'étant plus à la direction de l'Etat cubain depuis le 31 juillet 2006, c'était son frère, Raúl, chef de l'armée cubaine depuis 49 ans, qui assurait l'intérim. Aujourd'hui, une page est tournée : depuis le 24 février dernier, Raúl remplace Fidel. La continuité de l'Etat est garantie par la passation de pouvoir de l'un à l'autre à travers son principal instrument, l'armée.

Dans son discours d'investiture, Raúl Castro s'est engagé à mettre en œuvre des changements « *progressifs et graduels* [pour] *perfectionner le socialisme* » dans l'objectif que « *le pays ait comme priorité de satisfaire les besoins élémentaires de la population* ». Depuis, les seuls « besoins » satisfaits sont la possibilité d'acheter des téléphones portables, des ordinateurs, des lecteurs DVD et de fréquenter les hôtels jusqu'alors réservés aux étrangers. Mesures bien significatives du manque de liberté, dérisoires aussi tant elles ne concernent qu'une petite minorité.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleeza Rice s'est empressée de déclarer que face à « *l'héritage de cinq décennies de tyrannie* », il fallait « *engager un processus de changement démocratique pacifique* ». Les Etats-Unis sont bien mal placés pour donner des leçons de démocratie à Cuba. Ce sont eux qui, depuis près de 50 ans, lui imposent un blocus économique, revoté tous les ans à une immense majorité par l'Assemblée générale des Nations Unies, responsable de bien des difficultés économiques du pays ; eux qui, à travers le monde, comme en Irak, font et défont les régimes au gré de leurs intérêts !

Si malgré sa proximité des côtes américaines, la population a pu résister si longtemps à l'impérialisme américain, c'est bien parce que son anti-impérialisme, sa soif de dignité, de justice sociale, lui ont fait endurer les privations avec courage, au nom du combat pour sa dignité et son indépendance.

Issu d'une révolution populaire, le régime castriste a pu défier le géant américain parce qu'il a eu le soutien actif du peuple cubain, mais aussi des peuples de la région, solidaires de sa résistance à l'impérialisme le plus puissant de la planète, solidaires des mesures radicales qui ont permis à l'île de sortir partiellement du sous-développement, lot des pays sous domination impérialiste. Et si les USA, après la tentative manquée de débarquement des années 60, n'ont plus osé s'attaquer militairement à Cuba, c'est bien parce qu'ils n'ont pas voulu prendre le risque d'allumer une situation explosive et incontrôlable dans toute l'Amérique latine.

Le régime cubain a survécu, mais les différenciations sociales se sont creusées, les priviléges d'une poignée de militaires et de hauts dignitaires du Parti communiste se sont affermis, les libertés démocratiques sont restées inexistantes pour ceux d'« en bas », et une évolution vers plus d'ouverture au marché capitaliste semble aujourd'hui la seule voie possible des réformes que symbolise l'arrivée de Raúl Castro.

Comment est-on passé de la révolution de 1959 qui a représenté un espoir pour les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, suscité, dans les années 60, l'enthousiasme de la jeunesse en Europe qui s'est dite « castriste » et « guevariste », au régime vieillissant à la Fidel passant le flambeau à son frère de 76 ans ? Comment le culte de la personnalité, le régime de parti unique du Parti communiste cubain ne se réunissant que tous les dix ans, le déni de liberté d'expression et d'organisation en dehors des Comités de Défense de la Révolution contrôlés par le gouvernement, le règne du dollar-roi, ont-ils pu supplanter l'audace d'une révolution s'appuyant sur les masses populaires ?

Cette évolution n'est pas que la conséquence du blocus américain et de la responsabilité des U.S.A ; elle est aussi le produit de la politique d'un régime qui a étouffé les initiatives populaires dans l'impasse du nationalisme et en conséquence, a ouvert la voie à son retour dans le giron du marché capitaliste.

C'est de l'intérieur même de la société cubaine que se sont développées les forces hostiles à la révolution, à la démocratie ouvrière, qui ont épuisé celles de la révolution, imposant des choix sur lesquels la population n'avait pas de prise. Au nom de sa propre survie, le régime cubain a pris à contre-pied les intérêts des plus pauvres en leur imposant une politique nationaliste.

Il ne s'agit pas de condamner la dictature castriste au nom d'une démocratie abstraite et mensongère, masque de la domination impérialiste, ni de faire l'apologie d'un régime qui n'a de socialiste que le nom. Plutôt, de comprendre pour discuter du bilan de la révolution cubaine, de ses leçons, en les inscrivant dans l'actualité de la conquête des droits sociaux et démocratiques par les travailleurs et les peuples pour se rendre maîtres de leur propre destin. C'est donner ainsi, nous semble-t-il, un contenu vivant à notre entière solidarité avec le peuple cubain pour discuter des perspectives à l'heure où la révolte du prolétariat des pays pauvres, comme à Haïti, contre la famine provoquée par le capitalisme mondialisé indique les voies d'une nouvelle révolution.

### **De la révolution populaire...**

Pour chercher à comprendre l'évolution de Cuba, il faut revenir sur son passé révolutionnaire en le resituant dans le monde tel qu'il s'organisait alors autour de deux camps antagonistes rivaux, les USA et l'URSS, qui savaient faire cause commune pour museler et contrôler les travailleurs et les peuples pour assurer l'ordre mondial.

La révolution cubaine s'inscrit dans la période ouverte, à la fin de la Deuxième guerre mondiale, par les bouleversements révolutionnaires des mouvements de décolonisation qui ont mis en mouvement des millions d'opprimés contre la domination des puissances colonisatrices. Après la Révolution russe, loin de conquérir repos et stabilité, la bourgeoisie mondiale dut faire face à une vague de soulèvements à une échelle jamais atteinte jusqu'alors. Les soulèvements des peuples coloniaux, fruits de l'héroïsme des masses, s'ils ne purent abattre l'impérialisme, lui imposèrent la reconnaissance de leur droit à une existence nationale indépendante et contribuèrent à redéfinir les rapports de force à l'échelle mondiale.

Cuba, à la veille de la révolution, comme bien d'autres pays d'Amérique latine, connaît une situation où coexistent des éléments de sous-développement et de développement sous la mainmise des USA qui possèdent 90 % des mines, 50 % des terres, et contrôlent 67 % des exportations. En même temps, ils imposent des régimes dictatoriaux, corrompus, qui leur sont tout dévoués tout en se constituant des fortunes par le pillage des caisses publiques et l'aggravation de l'exploitation des masses populaires.

L'histoire sociale est riche de luttes, de grèves politiques, de révoltes des travailleurs qui, dans les années 30, représentent 16 % de la population active et de la jeunesse. Et le mouvement ouvrier s'est organisé, d'abord avec le Parti socialiste, puis autour du Parti communiste fondé en 1925. Mais l'émergence de la bureaucratie en URSS, justifiant son existence dès 1923, par la théorie du « socialisme dans un seul pays » va avoir des répercussions sur le mouvement ouvrier à Cuba comme ailleurs.

A peine créé, le PC est dominé par le stalinisme ; sans tradition de luttes, il prendra tous les virages imposés par Staline. En août 1933, il brade la grève générale contre le dictateur Machado en négociant dans le dos du Comité central de grève. Désavoué, la grève se poursuit contraignant Machado à la fuite. En mars 1935, rallié à la politique des Fronts populaires, le PC trahit une nouvelle fois la grève et vante le rapprochement avec les USA de Roosevelt, allié de Moscou. En 1938, il soutient le gouvernement du commandant en chef de l'armée, Batista, arrivé au pouvoir après l'échec de la grève de 1935; il aura même deux ministres dans son gouvernement de 1942 à 44. Il s'en prend aux trotskistes comme l'ouvrier boulanger noir Sandilio Junco, assassiné en 1942 par un commando de staliniens.

S'étant déconsidéré aux yeux des masses, ses effectifs chutent de 87 000 en 1942 à 20 000 membres en 1952. Et lorsque dans le contexte de la Guerre froide, il perd ses positions acquises au sein des directions syndicales, il n'a plus de réelle influence.

C'est le Mouvement du 26 Juillet de Fidel Castro et de ses compagnons qui va occuper la place laissée libre par le PC à travers une lutte radicale contre l'impérialisme et la dictature corrompue de Batista.

Après le coup d'Etat de Batista en 1952, l'agitation est grande dans tout le pays, notamment parmi la jeunesse intellectuelle. Des jeunes passent à l'action le 26 juillet à Santiago, en tentant de s'emparer de la caserne de la Moncada ; leur slogan : « *La Patrie ou la mort !* ». La tentative est durement réprimée, mais Fidel Castro, lors de son procès, en assumant sa propre défense –il est avocat de métier– par ses mots : « *Condamnez-moi. Cela m'est égal. L'histoire m'absoudra...* » gagne à son Mouvement un capital de sympathie. Finalement amnistié grâce à une campagne de solidarité et exilé au Mexique, il revient, à bord du bateau *Granma*, en novembre 56, avec 82 de ses compagnons - dont le Che - pour, à partir de la zone montagneuse de la Sierra Maestra, en s'appuyant essentiellement sur des paysans sans terre, libérer Cuba.

Castro, jeune intellectuel, est issu du Parti Orthodoxe aux tendances anti-communistes ; le Mouvement du 26 Juillet est formé par un petit noyau de jeunes issus de la bourgeoisie, déterminés à aller jusqu'au bout de la lutte armée pour arracher l'indépendance nationale. En avril 1958, il a lancé un appel à la radio à la grève générale pour renverser Batista ; mal préparée, elle n'est pas suivie. Son échec milite dans le sens que seule est concevable une victoire militaire. Dès lors, Castro réorganise son Mouvement dont il est désigné secrétaire général et Commandant en Chef de toutes les forces armées. Est affirmée la priorité de la lutte de guérilla paysanne sur la lutte de la classe ouvrière ; désormais, toutes les forces d'opposition à la dictature sont unies sous l'hégémonie du Mouvement du 26 Juillet.

Quand le 31 décembre 58, le dictateur est contraint à la fuite, vaincu militairement dans la Sierra malgré les moyens mobilisés - aviation et blindés - contre les guérilleros, l'explosion de joie est immense, une émeute éclate à La Havane. Castro appelle alors à la grève générale qui devient totale pour appuyer l'avancée de l'armée révolutionnaire qui traverse les principales villes pour arriver à La Havane le 2 janvier.

Un gouvernement civil est d'abord mis en place, sans la participation directe de Castro et de ses lieutenants qui ont cependant des responsabilités militaires ; mais bientôt, il devient Premier ministre et ses amis concentrent dans leurs mains tout le pouvoir. Isolé sur le plan économique et diplomatique, les Etats-Unis refusant de reconnaître le nouveau gouvernement, il prend des mesures radicales pour défendre la révolution : réforme agraire, expropriations des grands propriétaires, nationalisations des raffineries et de toutes les entreprises américaines sur le territoire cubain.

Ce radicalisme pour impulser une politique refusant la soumission à l'impérialisme, comme la victoire contre Batista, sont possibles grâce au soutien du peuple qui, à chaque étape, fait preuve de détermination, d'énergie, de courage, permettant à Castro de répondre par des mesures plus radicales pour s'émanciper de la tutelle américaine. Cela n'a pas été le rôle d'un seul individu mais bien celui des masses animées par leur soif d'égalité et de dignité. C'est aussi grâce à elles que Cuba a pu tenir aussi longtemps à côté du géant américain.

### **...au « marxisme-léninisme » sous la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie...**

En 1961, Castro proclame la révolution « *socialiste* » en réponse au débarquement, destiné à abattre le régime, à la Baie des Cochons, sous la houlette du démocrate Kennedy. En 1965, son parti unique prend le nom de « Parti Communiste ».

L'hostilité des Etats-Unis et le contexte de la Guerre froide ont ainsi amené Cuba à se rapprocher puis à dépendre de l'URSS, seul allié commercial et politique possible face aux Etats capitalistes, à partir du moment où les guérilleros limitaient la révolution au objectifs nationalistes. Dans leur lutte acharnée pour l'indépendance, les dirigeants castristes se sont appuyés sur les masses, mais sans les appeler à exercer directement le pouvoir ni considérer leur mobilisation du point de vue d'une politique internationaliste.

L'Etat issu de la révolution s'est alors bureaucratisé, coexistant avec l'armée patriote et la propriété, même si la bourgeoisie étriquée a souvent choisi l'exil aux USA, dans un contexte de Guerre froide, puis de crise et de recul du mouvement ouvrier à l'échelle internationale.

Le « *socialisme* » dont Castro s'est réclamé dans le sillage de l'URSS, reposait sur le contrôle des moyens de production imposé par la révolution mais, limitée aux frontières nationales, elle n'a pu se débarrasser du sous-développement et échapper à la pression du marché mondial. Le régime a donc corseté l'initiative populaire à travers ses organisations « de masse » totalement contrôlées par l'Etat, le PCC, la CTC (syndicat unique), les organisations de femmes, de jeunesse, avec une phraséologie « marxiste-léniniste » empruntée à la bureaucratie soviétique.

Pour la sauvegarde du pays dans ces conditions, Castro a imposé, selon les aléas de la situation internationale, des politiques que la population a dû subir, attachée à la survie d'un régime qu'elle avait contribué à mettre en place.

En 1968, ce fut l'« *offensive révolutionnaire* » décrétant la collectivisation même des étals des rues, ce qui fut fait... C'était au moment où le régime soutenait l'invasion de la Tchécoslovaquie par les chars russes !

Puis ce fut le virage vers l'encouragement à l'enrichissement privé, accentué sous l'influence de Gorbatchev qui commença à libéraliser l'économie soviétique, en relâchant son soutien aux guérillas dans le monde. Ce fut le retour de 55 000 soldats cubains d'expéditions pour la gloire du pays en Afrique... autant de main d'œuvre désœuvrée, intégrée au marché noir ou à l'Etat.

Puis, nouveau coup de barre « à gauche » : Castro accuse au Congrès du Parti de 1986 de hauts fonctionnaires et membres du Parti d'être devenus « *une nouvelle bourgeoisie avec des activités capitalistes* », « *lumpen vicié qui corrompt les masses* » ; quelques profiteurs notoires sont emprisonnés, c'est la militarisation du travail sous la houlette d'anciens officiers de l'armée et pas seulement de l'armée rebelle ; pas question de critiquer, de faire grève...

Enfin, après une nouvelle autocritique de cet « *idéalisme* » et « *utopisme* » inspirés soi-disant de Che Guevara, et sous les coups conjoints de la crise capitaliste, de la chute du Mur et de l'implosion de l'URSS, Cuba serait entrée dans une « *Période Spéciale en Temps de Paix* ».

### ... à l'ouverture vers le marché, malgré la résistance populaire

De sorte que la population, occupée à survivre, de plus en plus sous le règne du dollar, sans rien renier de ses acquis révolutionnaires, ressent de moins en moins l'Etat comme le sien.

Castro a ainsi, de fait, préparé le retour vers le marché. Aucun de ses tournants politiques ne s'est réellement attaqué au marché noir qui a survécu à la révolution, utilisé d'abord par les élites pour s'enrichir, mais aussi par des Cubains moins privilégiés pour contourner la pénurie du rationnement, en profitant de leur contact avec des porteurs de devises étrangères (artisans taxis, milieux de la restauration, hôtellerie, petit commerce...). Activités qu'en 1976, le régime décida d'autoriser après le travail pour l'Etat, de même que la construction de logements privés, en stoppant le blocage des loyers pour les plus pauvres. Ce qui a entraîné injustices, corruption, gabegie...

Un marché noir légal fut instauré en 1980 pour des produits excédentaires vendus à des prix fixés par l'Etat ; avec la corruption, leurs prix ont été 3 à 8 fois supérieurs au prix des produits rationnés.

Dans un contexte international de crise et de recul du mouvement ouvrier, le peuple cubain a tenu, mais l'économie cubaine n'a pu faire autrement que de s'ouvrir encore plus aux capitaux étrangers, surtout à partir de 1986 par le biais du tourisme, dont les Cubains résidant à Cuba étaient, eux, privés, et qui a cru de 0 touriste en 1971 à 567 000 en 1997.

En 1990, le dollar fut légalisé, l'Etat créant lui-même des bureaux de change de devises étrangères pour les privilégiés qui en avaient, ce qui réduisit le marché noir de dollars dans la rue, mais creusa l'inégalité déjà très grande entre ceux ayant accès aux devises, essentiellement citadins et blancs, et les populations noires des quartiers pauvres et des campagnes.

Avec la fin des échanges privilégiés avec l'URSS et l'ex-bloc soviétique en 1991, suite à leur effondrement, l'économie cubaine qui en dépendait à 80 % a été littéralement décimée. Le régime a dû accélérer sa course aux investissements étrangers, pour produire et maintenir les acquis sociaux, mais surtout payer l'énorme dette vis-à-vis de l'URSS et les pays occidentaux dont la France.

En 1992, la Constitution institua la fin du monopole d'Etat sur la propriété des moyens de production, permettant de transférer des propriétés à des entreprises privées, surtout dans le tourisme, autorisant la création d'entreprises de commerce extérieur publiques et semi-publiques pouvant importer et exporter librement avec l'aide de l'Etat et licencier les travailleurs « *indisciplinés ou improductifs* »...

Le développement de joint-ventures et sociétés d'économie mixte dans le tourisme (mais pas seulement), pouvant faire des profits en devises, sans contrôle de l'Etat, entraîna bien souvent des fusions supprimant des milliers d'emplois (500 000 menacés aujourd'hui avec la fermeture de la moitié des centrales sucrières, jugées « *non rentables* »), généralisant les méthodes capitalistes : heures sup, rendements, brimades, sanctions sous la houlette de « *sergents de la production* » (gérants, souvent du PCC), les travailleurs licenciés conservant cependant des aides conséquentes de l'Etat.

Le chômage, infime depuis les années du Che, a atteint 18 % de la population active en 1992. Aujourd'hui, 20 % de la population urbaine serait pauvre, une partie plongeant même dans les trafics : prostitution, délinquance, drogue....

Les investissements étrangers restent rares et timides à cause de l'embargo aggravé par la loi dite Helms-Burton en 1996, mais aussi du fait que l'économie cubaine est jugée pas assez fonctionnelle ni sûre pour l'impérialisme, car trop soumise au contrôle d'un Etat qui lui échappe encore. Mais pour combien de temps ?

Car aujourd'hui, les dirigeants les plus puissants de l'armée, encore appelée Forces armées révolutionnaires, sont les plus ouverts au capitalisme, défendent le modèle chinois, c'est-à-dire un encadrement accru de la population et, en même temps, une ouverture de plus en plus grande vers l'impérialisme.

C'est ainsi que le Ministre du tourisme, un civil, a été remplacé en 2004 par un militaire, ex-directeur de la chaîne de tourisme et d'hôtels de luxe *Gaviota*, partisan avéré du rapprochement avec le capitalisme !

L'armée est le deuxième grand pilier du pouvoir avec Castro et le Parti. Et le deuxième grand employeur, surtout dans le tourisme. L'entreprise hôtelière d'Etat *Cubanacán*, par exemple, groupe le plus important avec 40 % des revenus du secteur, au chiffre d'affaires de 800 millions de dollars avec 15 compagnies, 23 entreprises mixtes, dont certaines à l'étranger. Elle a dû démettre son patron en 2003 pour malversations financières...

Aujourd'hui, la dépendance économique de Cuba, déjà très forte vis-à-vis de la CEI de Poutine par le paiement d'énormes dettes contractées auprès de l'ex-URSS, s'accroît vis-à-vis de l'impérialisme vers lequel elle ouvre de plus en plus son économie.

Et si les USA mettaient eux-mêmes fin à l'embargo inique qui dure depuis 1961, ce serait non pour soulager les restrictions populaires, mais pour le bénéfice du lobby américain de l'agro-buisness qui y est favorable. Cuba serait alors envahie par les capitaux américains et mondiaux, et non plus par un débarquement militaire devenu inutile...

La déclaration de Raúl Castro parlant de sa « *disposition à résoudre autour d'une table de négociation le différend prolongé entre les USA et Cuba* » donne ainsi le ton de la tendance inscrite dans les rapports de force internationaux actuels.

## Pour la démocratie révolutionnaire par en bas

S'il y avait de quoi être enthousiasmé par Cuba tenant tête à la première puissance mondiale pour se soustraire à la pression impérialiste, son évolution a tout l'air d'une fin de règne. La passation de pouvoir destinée à maintenir les priviléges d'une poignée de hauts responsables d'un parti déconsidéré et de militaires tourne une page. Désormais, la population ne peut compter que sur elle-même pour forger son propre destin. Pour cela, elle a besoin d'inscrire son combat pour la démocratie et l'égalité sociale dans une nouvelle perspective ouvrière et internationaliste. Le recul programmé par l'adaptation aux nouveaux rapports de force ira jusqu'à son terme et liquidera les dernières traces de la révolution.

Son radicalisme, la révolution cubaine le doit aux mobilisations par en bas de tout un peuple. Les dirigeants castristes n'ont jamais cherché à ce que celui-ci exerce directement le pouvoir. Le castrisme ne s'est jamais fixé l'objectif, tant vis-à-vis des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes que vis-à-vis de la classe ouvrière américaine, d'être un parti oeuvrant à l'émancipation des masses par elles-mêmes.

L'impasse du nationalisme, même conséquent, prend aujourd'hui le visage du bureaucratisme, de la gabegie, de l'essor du marché noir, des priviléges, du manque de libertés politiques et syndicales, de la dictature sur la population la plus pauvre.

Donner la parole à la population, c'était lui donner le droit d'exprimer ses besoins, son aspiration à une réelle égalité sociale, et par là, de revendiquer le contrôle sur l'économie, la politique, l'Etat qui se prétendait le sien. Avec le régime de parti unique, le culte du chef et de l'armée, calqués sur le modèle stalinien, le gouvernement a fait le choix de museler toute vie démocratique, pour défendre ses propres intérêts, différents de ceux qu'il prétendait représenter.

Le renouveau démocratique dont les masses ont besoin ne peut plus venir des dirigeants cubains ; il ne viendra pas non plus des prétendues démocraties, dont le respect des institutions parlementaires bourgeois s'accompagne de la mise en coupe réglée des peuples de la planète sous la domination de la mondialisation financière.

Une réelle démocratie vivante révolutionnaire ne peut se mettre en place que sous la direction démocratique des masses, du prolétariat, ayant une claire conscience que leurs intérêts sont ceux de tous les opprimés, dans une perspective internationaliste.

Alors, comment envisager un renouveau du mouvement ouvrier à Cuba, il est difficile de le dire.

Pour cela, les masses ont besoin d'acquérir la conscience que ce sont elles qui ont joué un rôle décisif dans la lutte d'émancipation hier dont elles sont été dépossédées. Ecrire une nouvelle page signifie se réapproprier leur propre combat en se libérant des mythes étatiques qui n'ont d'autre fonction que de les soumettre, les dominer.

Aujourd'hui, les villes ont un poids bien supérieur à ce qu'il était dans les premières années de la révolution ; parmi toute une génération, la mémoire des années révolutionnaires est encore vivante, l'anti-impérialisme bien réel. La jeunesse qui, au 21<sup>ème</sup> siècle, ne peut accepter les restrictions tant économiques que sociales, la jeunesse qui aspire à une vie moderne et épanouie, sans rationnement à Internet, avec le droit de sortir des frontières du pays, avec les libertés politiques, sans idoles, sera peut-être la génération qui peut lutter pour l'égalité.

Il existe une conscience d'une communauté d'intérêt de classe tant à l'échelle de Cuba qu'à celle des peuples de la région qui constitue les bases d'un mouvement ouvrier indépendant, une force politique capable d'apporter de nouvelles perspectives démocratiques et émancipatrices. Le peuple cubain a besoin des libertés, d'expression, d'organisation, de grève, d'élections libres.

L'expérience cubaine illustre en négatif l'actualité de ce que le mouvement trotskyste a appelé la théorie de la révolution permanente : la réalisation des tâches démocratiques dans un pays dominé ne peut se faire que sous la direction démocratiques des opprimés inscrivant leurs interventions dans la perspective du combat de classe international pour libérer le monde de la domination de la propriété capitaliste.

A l'ère de la mondialisation, ces urgences signifient renouer avec une orientation clairement égalitaire, pour la libération des peuples par eux-mêmes. Notre solidarité vis-à-vis du peuple cubain, c'est la solidarité vis-à-vis de ses exigences.

*Valérie Héas, Sophie Candela*

↑

**Si débatmilitant te plaît, n'hésite pas à le diffuser et à le faire circuler, fais le connaître à tes amis, propose leur de s'abonner...**